Mercredi 15 novembre – No 972

BP 61, 75861 Paris cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source 1,70 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Halte à la répression !

Alerte !

Les immigrés victimes de la répression policière

Tous au rassemblement
Samedi 18 novembre
14 heures
Metro Barbès

Manifestation organisée par le Comité de coordination des foyers SONACOTRA en lutte

Chômeurs, travailleurs
Refuser de payer la crise

Voir nos pages 6, 7, 8 consacrées au chômage

Chômeurs : s'organiser et s'unir avec les travailleurs actifs

ILS sont plus d'un million 700 000, sans compter ceux qui, par le temps partiel ou l'intérim, sont déjà des demi-chômeurs, ou le sont en puissance, pour demain ou après-demain.

A ces milliers d'hommes et de femmes, jeunes et moins jeunes, Français ou immigrés, le gouvernement Giscard-Barre, le patronat promettent... de réduire encore leurs maigres ressources et d'accroitre encore leur nombre en organisant de nouveaux licenciements ! Cela pour la santé du franc qui compte, à leurs yeux, plus que celle des Français et pour cause. Il s'agit de la santé des profits des trusts pour lesquels ceux qui ont encore le « droit » de travailler triment chaque jour davantage, au risque d'accidents toujours plus nombreux, pour des salaires que la hausse des prix rend de plus en plus dérisoires !

Que dire d'un système dont le « progrès », la « modernisation » se fait à ce prix ?

Produire et vendre pour le profit est son seul but. Ce n'est certes par le bonheur des hommes et la satisfaction de leurs besoins !

Qui oserait prétendre aujourd'hui que sont chômeurs ceux qui ne veulent pas travailler ou ceux qui n'ont pas une formation adaptée à notre époque ? Par son ampleur même, le phénomène met ses racines à nu : c'est le système au fronton duquel est inscrit CAPITAL et qui vit de l'exploitation de l'homme par l'homme !

Peut-on douter que tous ces hommes et femmes privés de travail n'aspirent à ce que cela change ?

Pour abattre le capitalisme, ils sont une armée considérable, mais aujourd'hui dispersée.

De nombreux freins objectifs entravent leur organisation, font obstacle à leur unité. Ils n'ont plus, en particulier, cette base de l'entreprise sur laquelle s'organise la classe ouvrière. De plus, leur coupure d'avec les travailleurs actifs est savamment entretenue et leur organisation a été négligée depuis très longtemps.

(Suite page 4)

Gilles CARPENTIER

Budget de l'Education nationale

Austérité et répression

Licenciements de maîtres-auxiliaires, réduction des profs titularisés, élèves jetés en pâture aux patrons

Lundi, ce sont plus de 20 000 parents, professeurs et élèves qui ont manifesté à Paris.

LICENCIER les maîtres-auxiliaires, diminuer le nombre de concours permettant la titularisation des professeurs, envoyer, de plus en plus nombreux et de plus en plus tôt, les jeunes dans les bras des patrons, par le truchement de l'apprentissage et des pactes pour l'emploi, diminuer les aides aux familles, favoriser l'enseignement privé, voici les maîtres-mots du budget de l'Éducation nationale discuté à l'Assemblée nationale lundi 13 novembre.

Bien que, compte tenu de l'inflation, ce budget soit en hausse de 3 %, il n'en reste pas moins, au niveau d'une nouvelle répartition intérieure des crédits, un budget de restriction, et ce, au nom du *« dégonflement nataliste »*. Il y aurait, parait-il, moins d'élèves dans les écoles en 1979, *« donc les dépenses doivent diminuer »*. Effectivement, les élèves seront peut-être un peu moins nombreux dans les écoles en 1979 qu'en 1978 et encore cela dépend des cycles (primaire, 1e cycle, 2e cycle). Ces arguments natalistes sont vraiment fallacieux, ils ne tiennent pas compte du tout (et pour cause) de plusieurs éléments.

Tout d'abord, la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans n'est réalisée qu'à 71 %, il faudrait donc plus de moyens pour la réaliser.

Age au premier janvier et taux de scolarisation à plein temps (public et privé) :

14 ans . . . . . 97 %
15 ans . . . . . 92,4 %
16 ans . . . . . 70,9 %.

Ensuite, toutes les luttes menées depuis la rentrée scolaire ont démontré avec évidence l'urgence de réduire les classes à 25 élèves, ce qui est loin d'être réalisé, puisque plus de la moitié des élèves sont dans des classes de plus de 25 élèves. Par ailleurs, les regroupements de plusieurs sections et la suppression de dédoublements sont monnaie courante dans l'Éducation nationale.

Tous ces facteurs démontrent avec force que les arguments du gouvernement ne tiennent pas et qu'au contraire il faudrait encore beaucoup plus de professeurs.

Donc le gouvernement a décidé de réduire *« les dépenses inutiles »*, ces mesures s'accompagnent du *« redéploiement de Beullac »*, entendons par là : la chasse aux dépenses superflues.

Ces dépenses superflues comprennent, (à n'en pas croire ses oreilles !), la fermeture des classes à effectif réduit et la mise en œuvre des moyens contre *« la surcharge en professeurs dans des matières comme la philosophie, l'histoire, la géographie »*.

(Suite page 3)

Des fleurs pour un bain de sang

UN savait déjà que les dirigeants vietnamiens avaient assuré les gouvernements d'Asie du Sud-Est que le Vietnam ne soutiendrait plus les communistes qui dirigent la lutte armée dans ces pays.

Ce qu'on ne savait pas, c'est que, lors de sa visite en Malaisie, en septembre, le premier ministre vietnamien Pham Van Dong avait déposé une gerbe au monument national érigé à la mémoire des militaires qui ont lutté contre l'insurrection communiste des années 1950.

Des fleurs pour les « héros » d'un bain de sang anti-communiste, il n'y a vraiment pas de quoi se vanter...

Les propos et les actes de Pham Van Dong n'empêcheront pas les maquis du Sud-Est de se développer (ici un maquis thaïlandais).

Ouganda-Tanzanie

L'OUA envoie des émissaires

UN nouveau foyer de tension se fait actuellement jour en Afrique. Après plusieurs incidents mineurs, le conflit larvé, qui existait depuis plusieurs mois entre la Tanzanie et l'Ouganda à propos de problèmes de frontières et de réfugiés, a brusquement dégénéré au début de la semaine passée avec l'invasion par les troupes ougandaises d'une bande de 1 800 km2 du territoire tanzanien.

Retranché derrière un fleuve difficilement franchissable, deux à trois mille soldats ougandais occupent actuellement toute la largeur de la frontière entre les deux pays, sur une profondeur d'une vingtaine de kilomètres. La situation militaire semble, actuellement, bloquée.

Dès l'annonce de l'invasion, le président Neymeri du Soudan, qui assure actuellement la présidence de l'Organisation de l'unité africaine, a dépêché des émissaires dans les deux capitales afin d'établir un plan de règlement pacifique du conflit. L'OUA dispose, en effet, d'organismes spécialisés qui ont permis, ces dernières années, de résoudre, par la négociation pacifique, plus d'une dizaine de conflits frontaliers en Afrique.

Les discussions se poursuivent actuellement mais semblent buter sur des exigences ougandaises. Amin Dada exige, en effet, pour retirer ses troupes, que l'OUA d'une part garantisse ses frontières, chose concevable, mais également que l'OUA empêche les activités politiques de l'ancien président Obote, qui avait été renversé par Amin Dada, en 1971, et qui est actuellement réfugié en Tanzanie.

Ce dernier point n'entre, lui, par contre en rien dans les compétences de l'OUA. Il relève, en effet, directement des affaires intérieures du peuple ougandais et du gouvernement tanzanien et, à ce titre, l'OUA ne peut prendre le moindre engagement. Il est, en effet, clairement exprimé, dans la charte de l'OUA, que la situation intérieure des pays ne relevait pas de son domaine.

De son côté, le président tanzanien, Julius Nyéréré, a nettement posé comme préalable à toute négociation le retrait des forces ougandaises du territoire tanzanien.

Le peuple yougoslave se souvient...

Les Yougoslaves se souviennent ; c'est ce que montre la célébration massive du 35e anniversaire de la bataille de la Neretva qui consacra l'échec de l'offensive fasciste lancée contre les partisans yougoslaves pendant l'hiver 1943.

100 000 Yougoslaves ont participé aux cérémonies présidées par Tito.

La bataille de la Neretva permit à 20 000 partisans mal équipés de rompre l'encerclement dont ils étaient l'objet de la part de 60 à 80 000 fascistes, armés jusqu'aux dents et soutenus par l'aviation. Franchissant le fleuve de la Neretva, les partisans réussirent à se retirer sains et saufs de l'emprise des fascistes de tout acabit : Allemands, Italiens, Hongrois, Bulgares et Yougoslaves. Dorénavant, l'avantage était du côté du peuple.

Nicaragua

La dictature de Somoza en sursis

LE président du Nicaragua, Anastasio Somoza, vient de proposer le 10 novembre dernier, l'organisation d'un plébiscite qui décidera s'il doit ou non partager (il n'est pas question qu'il l'abandonne) le pouvoir avec l'opposition. Il déclarait aussitôt qu'il était « sûr » de gagner le plébiscite... En même temps, dans la nuit du 10 au 11 novembre, plusieurs unités de la Garde nationale (armée) effectuaient des déplacements inexpliqués et des fusillades mystérieuses éclataient dans différentes villes. Il s'agissait pour Somoza d'une démonstration de force destinée à faire peur et appuyer « psychologiquement » sa proposition de plébiscite.

Ainsi, Somoza, plus d'un mois après le soulèvement armé qui fit trembler sa dictature en septembre dernier, tente de sortir de l'impasse totale où il se trouve en ayant recours à la fois à une manœuvre d'« ouverture » face à l'opposition politique et à l'intimidation du peuple.

La répression barbare qui s'est abattue sur le peuple après le soulèvement a porté en effet ses fruits : la volonté de lutte s'est accrue et Somoza fait plus que jamais l'unanimité de la haine populaire, tandis que son isolement international croît de jour en jour.

Tandis que le Front sandiniste de Libération nationale (FSLN) annonce une prochaine offensive générale le Front Ample d'Opposition (FAO) qui regroupe toutes les forces politiques d'opposition se refuse à négocier avec le dictateur et reste ferme sur le préalable à toute éventuelle solution : le départ de Somoza et de sa famille. Le Parti conservateur, seul parti légal d'opposition, jadis lié au Parti libéral de Somoza, a annoncé le 8 novembre la démission en masse de tous ses adhérents des postes qu'ils occupaient dans les organes de l'Etat, pour contribuer, dit-il, à la « *dissolution des pouvoirs d'Etat* ».

Les 9 et 10 novembre à Mexico, le Parlement latino-américain, qui regroupe des représentants des divers parlements du sous-continent, a condamné solennellement le régime de Somoza accusé de « génocide ».

Le Vénézuela a annoncé pour sa part qu'il stopperait la livraison de pétrole au Nicaragua qui en dépend totalement si Somoza n'accède pas aux exigences de l'opposition avant le 21 novembre.

Signe de faiblesse de Somoza, le président Carter est obligé de prendre ses distances vis-à-vis du régime en préconisant la formation d'un gouvernement « *qui compte sur un appui populaire total* » tout en essayant d'éviter son effondrement définitif qui menacerait les intérêts américains.

VERS UNE PROCHAINE OFFENSIVE GÉNÉRALE

Après le soulèvement populaire, une commission internationale, formée de représentants du Guatémala, de la République dominicaine et des Etats-Unis, s'était mise en place, son but étant d'amener l'opposition et le régime de Somoza à s'entendre sur un projet politique qui mette fin à « *l'état de guerre qui subsiste au Nicaragua* ».

C'était tenter de concilier l'inconciliable.

Le Front Ample d'Opposition est resté ferme sur son plan qui comprend en particulier :

— *Démission immédiate de Somoza et son départ du pays avec toute sa famille ;*

— *Etablissement d'un gouvernement provisoire de deux ans pour préparer des élections générales ;*

— *Réorganisation de la Garde nationale pour en faire une armée qui serve le peuple ;*

— *Etatisation de tous les biens de la famille Somoza.*

Face à cela, Somoza a affirmé et réaffirmé qu'il resterait au pouvoir jusqu'en 1981, il a déclaré que « *ceux qui lui demandent de se démettre sont en train de rêver* » et a menacé de « *rompre par le feu et par le sang* » ceux qui veulent réformer le gouvernement actuel.

*« Le plébiscite a déjà eu lieu. Le peuple s'est prononcé par l'insurrection qui a condamné le régime de Somoza en septembre dernier » (citation extraite du journal **La Prensa**)*

Cependant, face à la fermeté du FAO et à la combativité du peuple, Somoza a été obligé de reculer et de proposer le plébiscite, ultime manœuvre.

Le FAO, dès le lendemain, a donné sa réponse : c'est un non catégorique.

Le journal *La Prensa* titrait fort justement : « *Le plébiscite a déjà eu lieu. Le peuple s'est prononcé par l'insurrection qui a condamné le régime de Somoza en septembre dernier* ».

C'est donc de nouveau l'échec total pour Somoza.

Alfonso Robelo, dirigeant du FAO, déclare : « *Les jours du despote sont comptés. La pression populaire obligera Somoza à abandonner le pouvoir et, s'il insiste à ne pas céder à cette exigence du peuple, alors la lutte armée se déclenchera dans tout le pays* ».

Carlos Tunnerman, autre dirigeant du FAO, affirme, quant à lui, que Somoza « *ne nous a laissé que la violence comme voie pour la libération du Nicaragua* » et que « *l'instauration du gouvernement provisoire ne sera possible qu'après une prochaine offensive générale que nous considérons comme définitive* ».

Pierre DELAUBE

Tchécoslovaquie

Nouveau document de la charte 77

Lundi 6 novembre, les porte-parole de la Charte 77 ont rendu public un nouveau document, adressé, pour la première fois, aux chefs d'Etat signataires des accords d'Helsinki et au secrétaire général de l'ONU, Kurt Waldheim. Ils expliquent cet appel par « *la dégradation et la situation en matière de droits de l'homme en Tchécoslovaquie et par les persécutions croissantes de toutes les personnes qui s'engagent pour le respect de ces droits.* »

Ce document dénonce l'étouffement de toute liberté d'expression en Tchécoslovaquie, ainsi que les différentes mesures de répression dont sont victimes les défenseurs des droits de l'homme : accusations montées de toutes pièces, chantage, détention arbitraire, etc.

« *Dans notre pays,* indique le document, *règne une atmosphère de peur, les gens craignent non seulement d'exprimer leurs pensées, mais d'avoir des contacts avec ceux qui le font.* »

Ce document n'est signé que par deux des trois porte-parole de la Charte — le troisième, Jaroslav Sabata — étant toujours emprisonné depuis son arrestation à l'occasion d'une rencontre avec le Comité polonais d'autodéfense sociale (KOR).

Le PCR(ML) vient de terminer son IIIe congrès

PLUSIEURS centaines de personnes ont assisté à Paris à la séance de clôture du 3e congrès du Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste.

Charles Villac, membre du secrétariat du comité central du PCRml a d'abord lu une déclaration rendant compte des travaux du 3e congrès tant sur les questions nationales qu'internationales.

Il a fait état d'une résolution du congrès concernant l'unification des marxistes-léninistes et qui apprécie « *comme un pas particulièrement important les progrès réalisés depuis début 1978.* » progrès dans lesquels a été mentionné le rôle joué par l'unité d'action des deux partis dans la campagne menée lors des élections législatives. « *Sur la base de ces progrès, a-t-il été ajouté, le PCRml estime que l'unification constituerait une arme importante* » pour la lutte que mène le prolétariat de France.

Des passages importants du programme adopté par le 3e congrès ont été lus dans une salle qui écoutait avec une grande attention avant d'éclater en applaudissements crépitants.

Des représentants de diverses organisations étrangères, Fath, Union des Etudiants iraniens, Front populaire de libération de l'Erythrée, Parti du travail d'Espagne, sont ensuite intervenus à la tribune.

D'autres, tels que le parti communiste révolutionnaire d'Urugay et le Parti communiste marxiste-léniniste d'Argentine, avaient fait parvenir des messages. Bien d'autres organisations telle l'Association des patriotes du Kampuchea démocratique se trouvaient dans la salle.

La camarade Camille Granot est ensuite intervenue au nom du Comité central du PCML. Soulignant notamment la « volonté commune de donner à la classe ouvrière de France, un seul parti marxiste-léniniste, elle a déclaré :

« *Comme votre congrès, nous estimons qu'un pas important a été accompli dans l'unification idéologique et politique de nos deux partis ces derniers mois. Comme vous, nous estimons que l'unité des deux partis, de ses militants et de ses cadres, sur le terrain, dans l'action quotidienne et continue, dans les entreprises et les quartiers, est un levier décisif pour qu'avance l'unité idéologique, politique et organisationnelle des marxistes-léninistes dans notre pays...*

Vive le parti marxiste-léniniste unique dont la classe ouvrière de notre pays a besoin, a-t-elle terminé sous les applaudissements.

C'est enfin, pour terminer cette séance de clôture du troisième congrès du PCRml, une Internationale vigoureuse qui a été entonnée par plusieurs centaines de poitrines.

Vietnam Encore des gaz toxiques

Selon la radio, *La Voix du Kampuchea démocratique*, les autorités vietnamiennes ont à nouveau fait usage de gaz toxiques dans leur agression des régions frontalières du Kampuchea.

Ce nouveau crime est la preuve que le Vietnam soutenu par l'URSS n'est pas décidé à interrompre son agression, au contraire.

Le représentant du Kampuchea démocratique à l'ONU a d'ailleurs adressé une lettre au président du conseil de sécurité où il est dit : « *La seule solution du conflit entre le Kampuchea et le Vietnam est la cessation immédiate de l'agression lancée par le Vietnam et la grande puissance expansionniste contre le Kampuchea démocratique* ».

Budget de l'Education nationale

Austérité et répression

Licenciements des maitres-auxiliaires, réduction des profs titularisés, élèves jetés en pâture aux patrons

(Suite de la page une)

On ne peut être plus clair. Toutes les classes, et plus particulièrement celles à la campagne, qui ont peu d'élèves, seront fermées, tant pis pour les élèves. Et les professeurs devront devenir « polyvalents » ; rappelons-nous les bavures de la rentrée, ce professeur d'espagnol qui devait enseigner la soudure à l'arc.

LA PRIORITE A L'APPRENTISSAGE

Mesures d'austérité pour les dépenses « inutiles », par contre, les enseignements « profitables » vont, eux, être augmentés. Les crédits consacrés à l'apprentissage patronal et aux stages pour l'emploi constitueront, comme l'an passé, une bonne part du budget de l'Education nationale.

	75/76	79/80
Effectif d'élèves en apprentissage sur deux années	170 000	235 000
	Plus 38 % en quatre ans	

Le tableau ci-contre illustre bien la politique du gouvernement : utiliser au maximum une main-d'œuvre plus ou moins gratuite. L'apprentissage n'est pas le seul à bénéficier des largesses du gouvernement, l'école privée, elle, se portera de mieux en mieux (merci pour elle !). Ainsi, sur les 80 milliards de l'Education nationale, 11 % seront offerts aux gestionnaires des écoles privées. C'est donc une augmentation de plus de 21 % par rapport à 1978 qui sera généreusement accordée à l'enseignement privé, alors que ses effectifs n'ont pas augmenté d'un pouce.

L'EMPLOI DES PROFESSEURS MENACÉ

Au nom toujours de la réduction du nombre des élèves — à voir puisque ce sont 1 500 élèves supplémentaires qui entreront au lycée en 1979 —, le gouvernement va entamer une réduction du nombre des professeurs.

Les postes des concours qui permettent aux professeurs d'être titularisés vont diminuer considérablement dès la rentrée 1979 : *moins de 200 places pour l'agrégation ; moins de 1 500 places pour le CAPES ; moins de 2 000 places pour les normaliens ; moins de 210 places pour les conseillers d'éducation (en stage ou non) ; moins de 140 places pour les conseillers d'orientation stagiaires.*

Touchés, les maitres-auxiliaires le seront aussi. En effet, si à la rentrée 1978, l'Education nationale a réembauché 7 500 maitres-auxiliaires (et combien de licenciés ?), elle n'en prendra, à la rentrée 1979, que 3 900. Et dans le domaine de la formation continue, aucune création de poste de personnel spécialisé n'est prévue.

LES AIDES FINANCIERES AUX FAMILLES ?

Ces mesures d'austérité ne touchent pas seulement le personnel enseignant, le gouvernement rogne sur tout. La rentrée scolaire sera un fardeau encore plus lourd pour les familles, elles seront moins aidées financièrement :

— Puisqu'aucun crédit nouveau ne sera débloqué pour la gratuité des manuels ;

— Puisque, compte-tenu de l'inflation, les crédits pour les bourses scolaires seront en baisse de 10 % et qu'il est de plus en plus difficile aux familles d'obtenir une bourse (10 % de boursiers en moins sur ces deux dernières années).

Vont baisser aussi les crédits de fonctionnement (chauffage, frais de secrétariat, etc. moins 4 % par rapport à 1978), et d'équipement. Le crédit accordé aux constructions scolaires est si peu important qu'il ne parviendra même pas à réaliser les constructions scolaires prévues en 1977 et 1978 ! Au mieux, quatre ou cinq lycées nouveaux et quatre ou cinq LEP/CET seront créés en 1979.

Le budget de l'Education nationale ? Un budget d'austérité, de misère, de licenciement pour les enseignants.

Comme on voit, Beullac, ancien ministre du chômage, continue son œuvre à l'école.

N.V

Vietnam

Trafic ?

CEUX mille cinq cents Vietnamiens et ressortissants chinois du Vietnam en fuite, entassés sur un bateau dans l'impossibilité d'accoster : c'est le plus important groupe de réfugiés sortis d'un seul coup du Vietnam depuis trois ans.

Si l'on ne connait pas l'identité de tous les passagers, il semble pourtant qu'il y ait à bord de nombreux ressortissants chinois qui subissent discriminations et exactions de la part des autorité vietnamiennes.

Les conditions d'embarquement de ces passagers sont plus que douteuses. D'une part, le bateau venait d'être racheté par un groupe d'armateurs de Singapour et de Hong-Kong et il effectuait son dernier voyage. D'autre part, les 2 500 fugitifs ont dû payer le prix fort pour pouvoir embarquer. Le plus bizarre, c'est qu'un groupe aussi important ait pu quitter en même temps le Vietnam aussi aisément.

Or, on savait déjà que la corruption et les pots de vin n'étaient pas le moindre défaut de l'administration vietnamienne.

On est donc tout à fait en droit de se demander si on n'assiste pas là à un véritable trafic entre hommes d'affaires de Hong-Kong et autorités vietnamiennes disposées à fermer les yeux sur la fuite de réfugiés, moyennant finances.

C.L.

Grève et manifs des parents, profs et élèves

Le budget de l'Education nationale est quand même passé

LA journée du 13 novembre a été marquée par une mobilisation relativement forte des enseignants, des parents d'élèves et des élèves eux-mêmes.

Cependant il était difficile de savoir exactement qui était en grève et qui ne l'était pas.

Les étudiants et les professeurs en éducation physique et sportive, à l'appel de leurs syndicats étaient en grève, la fédération des parents Cornec était également mobilisée nationalement.

Mais la mobilisation appelée par les autres syndicats enseignants était pour le moins obscure. Les syndicats SGEN/CFDT, SNEPT/CGT et SGPEN/CGT (personnel non enseignant) et SNIEN (Intendance) avaient lancé un appel de mobilisation — apparemment — pour quelques départements.

De même le SNES et le SNI appelaient à la grève des enseignants du Maine-et-Loire, de la Sarthe, de la Mayenne, et de la Loire-Atlantique, de la Vendée et de la Seine-Saint-Denis. Ces mobilisations se sont concrétisées dans le rassemblement parisien d'hier après-midi, comptant près de 20 000 lycéens parents d'élèves, étudiants en EPS et professeurs.

Les leçons que l'on peut tirer de cette journée de grève et de manifestation sont de deux ordres. La combativité ne s'est guère émoussée, pour preuve le nombre de manifestants à Paris, mais le manque de coordination entre les diverses sections d'un même syndicat et entre les syndicats eux-mêmes, depuis la rentrée — ceci délibérément organisé par les directions de ces syndicats — n'a pas permis d'établir un rapport de force suffisamment important pour faire reculer le gouvernement. Le budget de l'Education nationale est passé.

Mauvais coup contre les chômeurs

LE rapport Farge sur l'Agence nationale pour l'emploi vient d'être rendu public. Il était connu bien avant sa parution. Il critique dans l'ANPE tout d'abord le fait qu'elle doive assurer des tâches de placement et des tâches de gestion du chômage.

La réforme préconisée par Farge est de lui laisser le seul rôle de placement. Le pointage des chômeurs serait supprimé.

Les chômeurs devront accepter désormais les places proposées par l'ANPE sous peine de perdre leurs droits. Ceux-ci ne seront plus assurés par l'inscription à l'ANPE. Les formalités devront être accomplies auprès de l'ASSEDIC et d'autres organismes, tout ceci provoquant de nombreuses complications pour les chômeurs. Les pointages seront remplacés par des enquêtes de type policier sur la vie des chômeurs.

La séparation entre le placement et la gestion des indemnités permettra au pouvoir de diminuer et de truquer les statistiques sur le chômage en ne considérant plus comme chômeurs que ceux inscrits sur les listes de l'ANPE et qui se soumettent au placement.

Recentrée sur le placement des chômeurs, l'agence deviendra, plus qu'avant encore, une institution au service des patrons. Elle sera là finalement pour leur trouver la main-d'œuvre qu'ils exigent. Les patrons entreront directement dans la gestion de l'agence.

Enfin, les employés de l'ANPE devront désormais s'adapter à leurs nouvelles fonctions. Ils devront subir un stage en entreprise et recevoir pour être admis une bonne appréciation du patron de celle-ci. Leur avancement sera lié à leurs résultats de placement, c'est-à-dire qu'ils devront être capables de convaincre les chômeurs d'accepter n'importe quel travail !

L'Humanité et les travailleurs immigrés

Quelle solidarité ?

Dans le numéro du mardi 14 novembre *L'Humanité* intitule un article *« Immigrés, la solidarité des travailleurs français et algériens »*. Dans cet article, *L'Humanité* dénonce bien la politique de Stoléru. Elle dénonce bien les expulsions, mais à ce propos elle ne dit pas un mot de la manifestation organisée samedi contre la répression et les expulsions dont sont victimes les résidents des foyers Sonacotra. La solidarité dont se réclame *L'Humanité* semble rester un vain mot, un mot qui fait bien sur une page de journal mais qui en réalité correspond à quoi ?

Pour notre part, nous appelons les membres du PCF à participer à la manifestation qui aura lieu le 18 novembre à 14 heures, au métro Barbès, en témoignage de solidarité, réelle celle-là, avec nos frères immigrés.

L'Union régionale parisienne (URP) CFDT appelle à la manifestation du 18

Dans un communiqué de presse l'URP-CFDT appelle les travailleurs à participer à la manifestation contre la répression à l'égard des résidents des foyers Sonacotra qui aura lieu le samedi 18 novembre au métro Barbès.

Dans un texte destiné à ses adhérents l'URP déclare :

« Dans de nombreuses unions départementales, la prise en charge de l'action face aux proces intentés contre les résidents se réalise, c'est pourquoi l'URP décide de participer à la manifestation à l'initiative du Comité de coordination avec la participation de nombreuses associations de travailleurs immigrés...

L'URP appelle des organisations et militants CFDT à participer à cette manifestation ».

D'autre part l'URP condamne la prétendue semaine pour les immigrés organisée par le raciste Stoléru.

Cet appel de l'URP-CFDT est très positif et susceptible de renforcer l'unité entre travailleurs français et immigrés contre les expulsions et la politique raciste du pouvoir.

Le RPR divisé

LE congrès extraordinaire du RPR consacré à l'Europe qui s'est tenu le week-end dernier a révélé un parti gaulliste en perte de vitesse pour lequel le soutien à la construction européenne s'impose comme une douloureuse nécessité.

Il y a cinq ans encore, le parti gaulliste tenait entre ses mains de façon à peu près exclusive la direction de l'appareil d'Etat. C'est très chichement qu'il partageait ce pouvoir avec un petit parti républicain indépendant dont le chef de file était Giscard. Force est de constater aujourd'hui tout le chemin parcouru dans le sens du déclin : le RPR de Chirac en est réduit à faire des « demandes solennelles » au gouvernement. A l'unanimité des « godillots » derrière De Gaulle, s'est substitué le concert dissonnant d'un rassemblement chiraquien inquiet de son avenir.

La nécessité historique de la construction européenne pour les monopoles rend obligatoire aux gaullistes de la soutenir. Ils sont favorables à l'Europe et c'est dans l'ensemble ce qui a été réaffirmé au cours de ce congrès.

Mais en même temps, l'échéance de l'élection au Parlement européen engendre une profonde aigreur contre Giscard et alimente les divisions. En effet, le RPR n'a rien de bon à attendre de ces élections. Ce sont les partis dit centristes et sociaux-démocrates qui par leur implantation européenne ont toutes les chances de tirer les marrons du feu de l'élection et l'UDF pourrait bien apparaitre à cette occasion comme dépassant électoralement le RPR. Le parti des monopoles qui a le vent en poupe, c'est l'UDF de Giscard. Dans cette situation, il y a au RPR *« Ceux qui acceptent, ceux qui se résignent et ceux qui refusent »*.

Ceux qui acceptent, ce sont par exemple les membres du RPR du gouvernement d'ailleurs absents du congrès ou encore Chaban Delmas bien connu pour nager lui aussi dans les eaux giscardiennes et également absent.

Seul représentant de ce courant à la tribune du congrès, Guichard s'est fait siffler et traiter d'UDF lorsqu'il décerna des brevets de gaullisme à la politique de Barre. Les partisans du refus se trouvent du côté des giscardiens de la flamme du gaullisme : Debré et Sanguinetti. Ce dernier déclarant : *« Je suis entré désormais ddans l'opposition au pouvoir que notre mouvement soutient. »*

Les autres, c'est-à-dire la grande majorité du RPR et Chirac, en sont réduits à soutenir le gouvernement en marchant à reculons, soutenir l'Europe tout en essayant de se faire des voix en faisant de la démagogie sur les thèmes du *« non à la supranationalité »* et de *« des dangers de l'élargissement »*.

Pierre MARCEAU

Dans ce numéro, un dossier de seize pages à propos du 40e congrès de la CGT : le bilan que la direction se refuse à faire.

Chômeurs : s'organiser et s'unir avec les travailleurs actifs

Suite de la page une

S'organiser, s'unir avec les travailleurs actifs, pour lutter : tel est bien en effet le problème des chômeurs. S'organiser pour lutter contre les conséquences du chômage, qu'il s'agisse du logement (contre les saisies, pour la diminution des loyers), de la nourriture (gratuité des cantines et des crèches ou des restaurants universitaires pour les jeunes), des transports (qu'ils soient gratuits) et bien d'autres domaines.

S'unir avec les travailleurs actifs auxquels Giscard-Barre envoient les CRS quand ils refusent d'être jetés sur le pavé et luttent contre les licenciements.

Il s'agit de l'unité de la classe ouvrière, nécessaire pour affronter les méfaits du capitalisme, dans tous les domaines.

PRENEZ CONTACT avec

Le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML)

Nom : .....

Prénom : .....

Profession : .....

Lieu de travail : .....

Adresse : .....

Code postal : .....

A retourner à la Boite postale de l'Humanité rouge

L'URSS et le PCF

Rien n'est réglé

« OUI, l'URSS est socialiste. L'antisémitisme qui y règne ? C'est relatif. L'alcoolisme qui y sévit ? L'alcoolisme n'est pas une catégorie de l'histoire. Les manquements aux libertés et la corruption ? On le savait déjà. De toute façon, il faut élever le débat »... Pendant une heure et demie, Frioux, intellectuel grand seigneur, l'homme qui a étudié et qui sait, Adler, intellectuel plus délicat et se voulant subtil, ont essayé de défendre l'URSS face au couple Nina et Jean Kéhayan, membres du PCF et face à Boukovski, dissident russe. Ces derniers racontaient, les uns ce qu'ils avaient vu et l'autre ce qu'il avait vécu. C'était à *« Apostrophe »*, sur Antenne 2, vendredi dernier.

Les deux co-auteurs de *« L'URSS et nous »*, Adler et Frioux furent obligés de répondre aux faits précis par des théories mitigées, d'excuser l'URSS et finalement de la défendre. Le fait n'est pas sans importance puisque leur ouvrage est destiné à contenter les militants de base du PCF en acceptant de faire certaines critiques au pays de Brejnev. Or, face à deux de ses militants, précisément, face à Nina et Jean Kéhayan, Adler et Frioux ont montre ce qu'entend faire le PCF à l'heure actuelle : ne pouvant nier l'évidence (les camps de concentration, la corruption, la misère, le bureaucratisme, etc.), ils reconnaissent certains faits pour mieux nier la réalité.

Tout ce qui se passe en URSS est explicable et même excusable à leurs yeux par le fait que dans ce pays régnerait le socialisme, mais... un socialisme en devenir, donc avec des bavures. Par contre, des militants comme les Kéhayan, qui ne se sentent pas investis du devoir de défendre l'URSS à tout prix, vont jusqu'au bout de ce qu'ils ont vu, ils tirent honnêtement toutes les conclusions de leur expérience : l'URSS n'est plus socialiste. Ils rendent hommage aux révolutionnaires qui ont instauré le pouvoir soviétique, il y a 61 ans, et ils ne cherchent pas à embellir la réalité actuelle de l'URSS.

Ce témoignage leur a d'ailleurs valu, depuis, une condamnation en bonne et due forme de la part des dirigeants de leur fédération des Bouches-du-Rhône « indignés ».

Un débat qui fut souvent passionné, sous l'œil intéressé de Boukovski, sorti des camps de concentration brejneviens et devant qui deux militants du PCF, comme Adler et Frioux, osaient vanter *« le socialisme russe en devenir »*... Un débat qui reflète bien ce qui se passe un peu partout dans le parti de Marchais.

Preuve en est cet autre débat, sur le même thème, avec le premier des co-auteurs de *« L'URSS et nous »*, Cohen, à Lyon. Le journal local du PCF, *La voix du Lyonnais*, devait convenir dans son édition du 2 novembre que rien n'était réglé pour les militants de base qui, au-delà de cet ouvrage officiel, posaient encore bien des questions et des questions de fond. Et le journal de les citer :

« N'a-t-on pas cédé à l'attentisme et à la facilité ? L'URSS est-elle socialiste ? Ne conviendrait-il pas de convoquer une conférence des PC pour s'expliquer sur le stalinisme ? Doit-on considérer les partis normalisés comme seuls interlocuteurs valables ? Et les hôpitaux psychiatriques et les problèmes posés par la grève en Pologne ? ».

Et enfin, cette phrase d'un militant adressée aux auteurs de *« L'URSS et nous » : « Camarades, on a l'impression d'être dans le marais et que les responsables nationaux sont venus enterrer les problèmes »*.

Combien sont-ils de militants du PCF à ressentir la même chose, combien sont-ils à refuser précisément que l'on enterre les problèmes sous des analyses fumeuses ? Quant au livre *« L'URSS et nous »*, au-delà de certaines évidences qu'il est bien obligé de constater (le manque de libertés par exemple) et qui marquent une certaine prise de distance par rapport à l'URSS, il n'en est pas moins sur le fond, de plus en plus clairement en-deçà des questions et des contestations que suscite la réalité soviétique contemporaine, tant chez les militants de base du PCF que dans l'ensemble de la classe ouvrière française.

Philippe LECLERC

Quand l'Albanie se fait l'écho des thèses de Moscou

Au cours d'un rassemblement tenu à Berat, Mehmet Chehou, membre du bureau politique du Comité central du PTA et président du conseil des ministres a déclaré :

« La direction chinoise appuie toute sa tactique et toute sa stratégie sur la théorie tristement fameuse des « trois mondes » qui trouve sa source dans la prétendue pensée de Mao Tsé-toung. C'est une théorie profondément réactionnaire. Faisant la réclame de cette théorie qu'elle met en œuvre, la direction chinoise est devenue le sapeur pompier international pour l'extinction de la Révolution, le plus grand avocat des intérêts de l'impérialisme américain, l'auxiliaire le plus précieux de la bourgeoisie internationale, le saboteur de la lutte de libération des peuples.

La stratégie chinoise demande la guerre à l'Occident et la paix provisoire à l'Est. En d'autres termes, la direction chinoise est devenue maintenant l'activiste le plus zélé au monde pour inciter une troisième guerre mondiale entre l'impérialisme américain et l'Union soviétique, entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie en Europe. »

Force est de constater que la direction du PTA reprend là les thèmes les plus éculés de la propagande contre-révolutionnaire de Brejnev.

AVEC LE PARTI

S'adresser aux militants du PCF

LES 4 et 5 novembre 1978, c'était à Montpellier « les 36 heures de *La Marseillaise* » quotidien régional du PCF. C'est un rassemblement d'importance pour notre région (un millier de personnes) et notre parti le PCML (Parti communiste marxiste-léniniste) avait décidé d'intervenir massivement par la diffusion d'un tract, par la vente du quotidien, et du bimensuel, par la tenue d'une table avec diverses brochures.

Pendant ces deux jours, les discussions avec des militants ou sympathisants du PCF ont été nombreuses et très intéressantes : ces discussions avaient lieu soit à l'extérieur de la fête, soit à l'intérieur, autour des stands et notamment au stand de la JC qui passait un film sur Cuba. Elles ont porté essentiellement sur l'alliance avec le PS, le passage pacifique au socialisme, l'URSS et la Chine, l'unité à la base.

Soulignons surtout les réactions, la plupart du temps positives, qui exprimaient un grand désir d'unité. Un militant PCF nous a déclaré : « *Il faudra bien qu'un jour on s'asseoit ensemble autour d'une table et qu'on discute.* » D'autres militants réagissaient en montrant une réelle curiosité sur ce que nous sommes et en se posant des questions sur leur propre parti.

Un week-end positif :

– Par le nombre de journaux vendus (27 quotidiens, 5 bimensuels, 1 prolétariat) la vente du quotidien a été favorisée d'autant plus qu'il comportait une page sur une lutte à Montpellier.
– Par les contacts pris, des gens ont laissé leur adresse dont quatre militants du PCF.
– Par l'accueil réservé au tract, qui mettait l'accent sur l'unité, ce qui a été bien compris. Cette première expérience du Parti pour s'adresser largement aux militants du PCF, nous a permis de voir concrètement l'importance de la directive « s'adresser aux militants du PCF ».

Oui à la lutte, oui à l'unité

Mais pour aller où ?

Nous reproduisons ci-dessous le texte du tract diffusé à cette occasion par nos camarades de Montpellier.

Votre fête d'aujourd'hui a pour thème la lutte. Comme nous, vous vous mobilisez pour soutenir les travailleurs qui, dans notre région, luttent pour leur emploi, leurs salaires, les conditions de travail, tels les travailleurs de La Colombière, du CIB, d'Irrifrance, etc. Ainsi, nous nous retrouvons côte à côte dans l'action de classe, pour le soutien aux revendications ouvrières et populaires.

Comme vous, nous voulons l'unité de la classe ouvrière et de ses alliés dans la lutte quotidienne où nous nous retrouvons de plus en plus souvent ces derniers temps.

Comme nous, vous affirmez vouloir le socialisme. Ce sont là de larges points d'unité entre nous.

*La question que nous posons aujourd'hui est la suivante : **pour aller au socialisme, quelle voie prendre ? Quel but donner à cette unité que nous voulons tous ?***

Nous le disons en toute sincérité et nous pensons en cela traduire le point de vue de bon nombre de travailleurs : si le but de l'unité doit être le résultat d'un scrutin comme au mois de mars 1978, cette unité ne se fera pas. L'expérience a, en effet, montré que les alliances avec l'ex-ministre de l'Intérieur, Mitterrand, bourreau du peuple algérien, ainsi qu'avec cette girouette de Robert Fabre, ne peuvent conduire qu'à de grandes déceptions.

La seule unité durable est celle forgée dans la lutte, à la base, l'unité de la classe ouvrière française et immigrée, unité entre la classe ouvrière et les petits paysans, entre la classe ouvrière et les autres travailleurs. Elle doit avoir pour but la lutte pour renverser le capitalisme et non la paix sociale avant chaque élection pour ne pas effrayer les Mitterrand et Cie.

*Pour mener cette lutte-là, les grands dirigeants de la classe ouvrière, tels Marx et Lénine, ont bien montré et vérifié que « **le passage pacifique au socialisme** » était un leurre.*

C'est notre conviction. C'est de cela que nous souhaitons discuter avec vous, camarades militants du PCF.

Ce qui nous unit est plus important que ce qui nous divise:

VIVE L'UNITE A LA BASE ET DANS L'ACTION !
LUTTONS CLASSE CONTRE CLASSE !
VIVE LE SOCIALISME GARANTI PAR LA DICTATURE DU PROLETARIAT !

Comité régional du Parti communiste marxiste-léniniste (PCML)
Montpellier, le 4-11-78

Culturel

Le numéro de novembre du «Peuple français» est paru

Au sommaire : Louise Michel, lintoxication en 14-18, la colonisation de la Guyane et bien d'autres choses

LE numéro d'octobre-novembre-décembre du *Peuple français* vient de paraitre avec un contenu très riche sur des sujets très variés qui se rattachent tous à des anniversaires, comme la guerre de 14-18 ou à l'actualité directe : la justice, l'armée.

Gravure représentant une réunion de mineurs au 19e siècle. Elle figure dans le numéro de novembre du « Peuple français ».

LA GUERRE DE 14-18 VUE SOUS L'ANGLE DU BOURRAGE DE CRANE

Les rédacteurs du *Peuple français* analysent la propagande belliciste et chauvine qui a préparé la guerre de 14-18 et qui s'est déchainée pendant la guerre elle-même. Propagande qui est allée jusqu'à l'intoxication, l'empereur de Prusse devenait, dans les journaux chauvins, un ogre qui coupe les mains des enfants. Les Allemands étaient censés faire du suif avec les soldats dans une usine à cadavres.

Les conditions de vie dans les tranchées étaient présentées comme paradisiaques.

Cet article est très documenté, avec notamment des citations de Henri Barbusse qui viennent contredire toutes les absurdités de la propagande chauvine.

LA CROISADE

Un article sur les croisades permet d'expliquer leur apparition, leur développement en 1096, au niveau de l'église des féodaux, de la bourgeoisie montante et des gens du peuple qui partaient, espérant ainsi échapper à la famine. On voit bien comment les croisés ont massacré à la fois les juifs et les musulmans. Il est clair que le but de l'opération était le pillage et l'expansion.

LOUISE MICHEL

On ne parle jamais assez de cette institutrice, communarde, déportée en Nouvelle-Calédonie et décédée en 1905. Dans un article très complet, les rédacteurs abordent de nombreux aspects d'une vie qui fut très riche. L'activité de Louise Michel pendant la commune, son combat les armes à la mains, sa lutte pour l'émancipation des femmes qu'elle associait à la lutte révolutionnaire, sa participation à la 1ere Internationale. En Nouvelle-Calédonie, Louise Michel a soutenu la révolte du peuple canaque, elle a tout fait pour populariser cette lutte.

On trouve aussi un dossier sur la colonisation de la Guyane, sur le recrutement forcé des gens du peuple dans l'armée de Louis XIV et sur les révoltes contre les sergents recruteurs. Quelle est l'origine des juges de paix. Un article explique l'évolution de l'appareil judiciaire à la campagne, comment le peuple a toujours souffert de la justice de la classe dominante.

Un très bon numéro. Dans l'éditorial les rédacteurs appellent à renforcer le soutien à leur revue et ils expliquent où en sont leurs travaux, par exemple, avec des mineurs de Lens dont il écrivent l'histoire et les luttes.

Léon CLADEL

BLOC-NOTES

Campagne d'abonnement 79

Quotidien et Bimensuel

Remplir le coupon d'abonnement et le renvoyer à l'adresse suivante :

L'HUMANITE ROUGE
BP 61 75861 PARIS CÉDEX 18
Paiement par chèque ou mandat
CCP 30 22672 D LA SOURCE

Quotidien

	Pli ouvert	Abt de soutien	Pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

Bimensuel

	Pli ouvert	Abt de soutien	Pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (7 No)	30 F	40 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.
Nom . . . . . .
Prénom . . . . . .
Rue . . . . . .
Commune . . . . . .
Code postal . . . . . .
Transmis par : Nom . . . . . .
Cellule . . . . . Ville . . . . . .

Dans «Pékin information», des analyses des reportage, des réponses aux questions des lecteurs

Les numéros 43 et 44 de « Pékin Information » traitent plusieurs questions dont certaines abordent directement les préoccupations de nombreux amis de la Chine. Ainsi, dans le numéro 43, on trouve un article sur ce qu'est un travailleur d'avant-garde, « *rouge et expert* » et les controverses que cela soulève. On trouve aussi un article sur la lutte du peuple du Nicaragua contre la dictature de Somoza. Mais surtout, il faut lire le discours de Chou En-lai prononcé en 1949 devant la jeunesse chinoise. Les extraits présentés par *Pékin-Information* expliquent en quoi Mao Tsé-toung s'est montré digne d'être le dirigeant du peuple chinois. Chou En-lai insiste sur le fait qu'il ne faut pas prendre Mao « *pour un personnage mystique* » sinon « *on le prendrait pour un dieu coupé du commun des mortels* ».

Le numéro 44 reproduit la conférence de presse donnée par Teng Siao-ping au Japon à l'occasion de la ratification du traité de paix et d'amitié sino-japonais. Plusieurs articles sont consacrés à la nécessité d'élargir la démocratie en Chine et de lutter contre le bureaucratisme. Un autre explique l'utilité des lettres envoyées par le peuple.

Enfin, un grand article est consacré aux syndicats chinois et aux principes qui les guident sous le socialisme.

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson – Front ouvrier : Gilles Carpentier – International : Annie Brunel
L'Humanité rouge : pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source
Tel : 205 51 10

Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952.
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle.
Dépot légal 4e trimestre 1978.

Chômeurs et non chômeurs

Refuser de payer la crise

UN millions sept cent mille chômeurs dans notre pays cet automne, ce chiffre que nous aurions eu du mal à imaginer il y a quelques années, est bien réel ; il n'y a guère de famille des couches populaires qui ne soit touchée.

Alors se pose la question : comment en sommes-nous arrivés là ?

D'un côté, il y a bien sûr la crise capitaliste et la vaste opération de restructuration mise en place par les patrons pour faire face à la concurrence et maintenir leurs profits ; ils « assainissent », ce qui veut dire ils concentrent, ils licencient et par là, ils arrivent aussi à augmenter leurs profits.

Les patrons obéissent à leur logique, ce n'est pas étonnant ; mais quelle résistance ont-ils rencontrée pour faire échec à cette vaste entreprise coordonnée par les divers plan Barre ?

Depuis 1972, depuis la signature du Programme commun, les partis de gauche ne se sont pas préoccupés des luttes des travailleurs contre les fermetures d'entreprises et les licenciements.

A leur suite, les directions syndicales ont, elles-aussi, renoncé à la lutte et ont accepté, au sommet, le principe de l'« assurance chômage » qui fut un coup de poignard pour la classe ouvrière pour deux raisons :

D'abord, en démobilisant les travailleurs dans leur lutte contre le chômage, en multipliant la division entre les diverses catégories d'indemnités, mais aussi en faisant payer en partie ce poids du chômage à la classe ouvrière elle-même (0,20 % de prélèvement sur la masse salariale).

Quant à la lutte contre les licenciements qu'on se souvienne de celle des LIP : de la part des directions des syndicats elle eut, en fait de soutien, surtout des critiques voir la condamnation pure et simple !

Alors on comprend mieux : d'un côté une attaque de grande envergure pour licencier et faire admettre le chômage, et de l'autre la division, les luttes de chapelle, l'attentisme, bref, aucune volonté d'organiser la riposte.

Du travail pour tous,non au chômage

Ce qu'il faut pour qu'une telle riposte soit réellement possible, c'est que les chômeurs sortent de l'isolement.

Nos mots d'ordre : « *Du travail pour tous* », « *Non au chômage* » n'auraient aucune signification sérieuse si nous ne prenions en main de manière concrète le soutien actif aux chômeurs sur de justes bases de classe.

Ainsi, il s'agit de populariser et de mettre en pratique l'unité des chômeurs avec les travailleurs actifs : la question essentielle, c'est celle de l'unité de la classe ouvrière. Les organisations syndicales, si elles ont une juste orientation de lutte de classe, peuvent être utilisées efficacement pour organiser les chômeurs et les faire bénéficier de la solidarité de ceux qui travaillent (syndicats d'entreprise pour ceux qui en ont été licenciés, etc.).

On peut aussi les aider à créer des comités de chômeurs dont il importe qu'ils ne se coupent ni ne se laissent couper des travailleurs actifs. Ceux-ci, dans les actions engagées, doivent apporter leur active solidarité en participant aux manifestations, en organisant des grèves ou d'autres mouvements de solidarité.

Il faut, bien sûr, tenir compte que la lutte des chômeurs, c'est d'abord la lutte immédiate contre les conséquences du chômage sur leurs conditions d'existence.

Il faut les soutenir massivement, systématiquement :

– *Contre le saisies ;*
– *Pour la diminution, voire la gratuité des loyers ;*
– *Pour qu'ils bénéficient, eux et leur famille, de conditions exceptionnelles pour leurs besoins en nourriture ;*
– *Pour les transports gratuits, comme cela a été obtenu pour eux dans un certain nombre de villes ;*
– *Pour la gratuité totale des études pour leurs enfants.*

D'une manière générale, les revendications que nous défendons pour les chômeurs, qui peuvent les unir le plus largement, sont :

– Du travail pour tous, non au chômage, à bas le chômage partiel, non au lock-out, SMIC pour les chômeurs, transport, électricité, gaz gratuits pour les chômeurs, pas d'impôts pour les chômeurs !

Ces revendications vont de pair avec celles concernant l'emploi : « *Non à tout licenciement ; on ne négocie pas les licenciements, on les refuse ; Non aux mutations arbitraires ; titularisation des auxiliaires sur place avec maintien des avantages acquis dès l'embauche ; embauche définitive des hors-statuts ; réembauche des jeunes au retour du service militaire ; intégration du temps de transport au temps de travail* ».

Sur de telles bases, chômeurs et non-chômeurs peuvent s'unir pour une lutte commune pour :

Du travail pour tous !
Non au chômage !

Intérim,temps partiel

Le chômage déguisé

AVEC le développement du chômage, la bourgeoisie a mis sur pied tout un système d'embauche à temps partiel ou intérimaire qui lui permet d'accélérer la concurrence entre les ouvriers, de les diviser et qui lui permet de répondre par à-coups aux « besoins de la production ».

Travail à temps partiel et travail par intérim se sont considérablement développés ces dernières années et prennent une place importante dans la vie économique.

LES ENTREPRISES TEMPORAIRES

Il existe aujourd'hui plus de 1 000 entreprises de travail temporaire, plus de 2 000 agences ou établissements. Leur nombre a été multiplié par cinq depuis leur création au début des années 1960 et leur chiffre d'affaires par dix.

Selon certaines statistiques, les entreprises de travail temporaire emploieraient quotidiennement, lors de « missions », 190 000 personnes (chiffres 1976) contre 80 000 (chiffres 1974).

Certains monopoles comme Citroën (1) ou Dassault ont créé leur propre maison d'intérim.

La loi bourgeoise prévoit théoriquement trois cas de recours possible au travail temporaire : absence temporaire d'un salarié permanent, suspension d'un contrat de travail, travaux urgents liés à la sécurité.

Ce qui autorise bien sûr tous les détournements possibles et imaginables.

On estime que 50 % des emplois temporaires sont occupés par des jeunes, ce qui reflète bien le phénomène du chômage chez les jeunes. Les jeunes sont une proie facile pour ces loueurs d'hommes. Il y a des régions où le travail temporaire est très développé.

C'est le cas dans la région de Saint-Nazaire (Chantiers navals et sous-traitants, SNIAS, etc) et dans les régions dites de mono-industrie (textile).

Car cela permet, comme on a dit, de dégraisser les effectifs. Car ce système est extrêmement avantageux pour les patrons. Le patron n'est pas responsable de la Sécurité de l'emploi en ce qui concerne les intérimaires. Il n'existe pas de préavis de licenciement, etc. C'est un moyen aussi de briser les luttes des travailleurs.

Certains patrons utilisent à plein les intérimaires comme briseurs de grèves. Lors de « coups de bourre » on emploie des intérimaires qu'on licencie aussitôt après et comme il y a beaucoup de chômeurs, les demandeurs de « mission » sont moins difficiles sur les conditions de travail.

Ce n'est pas un hasard si les entreprises de travail temporaire détiennent des records d'accidentés du travail.

LE TRAVAIL A TEMPS PARTIEL

Le travail à temps partiel a considérablement augmenté avec le chômage. On peut même dire qu'ils sont étroitement liés.

Le gouvernement et le patronat ont lancé récemment une grande campagne en faveur du travail à temps partiel.

Le programme de Blois élaboré par Barre a donné un nouvel élan à ce système. On y remarquait en effet « *que l'Etat donnera l'exemple en offrant chaque année, pendant cinq ans, 10 000 emplois à temps partiel* ». On comprend mieux pourquoi les ministères regorgent de vacataires embauchés 120 heures par mois à raison de 1 300 F de salaires et qu'au service du premier ministre on trouve 60 % de vacataires. D'ailleurs, les vacataires cumulent et travail à temps partiel et travail temporaire.

Sont concernés par l'extension du travail à temps partiel, les handicapés, les étudiants, les personnes âgées, les femmes.

Ces catégories sont particulièrement exploitées, les jeunes, les handicapés, les femmes sont les plus nombreux parmi les chômeurs, environ 65 %. C'est donc une aubaine pour les capitalistes. Les jeunes et les femmes sont sous-payés, employés sans qualification. On ne leur en donne aucune. On estime que pour les femmes c'est une forme de travail idéal puisque leur salaire est considéré comme un appoint.

Le travail à temps partiel est important dans les grands magasins, ministères, hôpitaux, et autres entreprises dites de « service ».

LES DIFFICULTES DE LA LUTTE

Etre intérimaire, travailleur et travailleuse à temps partiel, ce n'est pas une situation facile en ce qui concerne la sécurité de l'emploi, mais cela ne favorise pas les luttes de ces travailleurs.

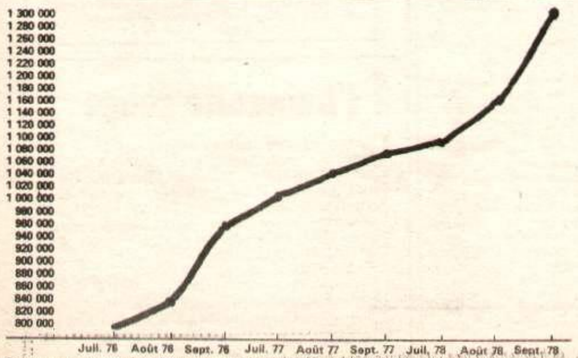
Pour bien des travailleurs, ils apparaissent encore comme des « jaunes » en puissance, des preneurs de travail à bas prix.

Pourtant dans bien des cas, la revendication de l'embauche des intérimaires à temps complet est une exigence et les travailleurs intérimaires entrent en lutte aux côtés de leurs camarades. Au niveau syndical, la CFDT s'oriente vers l'organisation des intérimaires et des travailleurs à temps partiel dans les sections d'entreprises avec leurs autres camarades tandis que la CGT s'est orientée vers des syndicats d'intérimaires autonomes.

Quant à nous du point de vue de l'unité des travailleurs intérimaires et travailleurs temps complet, temps partiel et temps complet, nous sommes favorables à leur présence dans la même section.

Yves LEPIC

(1) Voir à ce sujet la brochure HR sur Citroën : « De la révolte à la lutte organisée ».



Progression du nombre de chômeurs selon les trimestres d'été de 76, 77 et 78.

Le chômage à la campagne

En 15 ans 1,2 millions d'exploitations ont disparu

Monsieur Levesque quitte la ferme de la Veillerie à la tête de son troupeau. Derrière les vaches, l'huissier

Les époux Levesque dans l'Orne, étaient fermiers à la ferme de la Veillerie. La terre est vendue et les fermiers ne peuvent la racheter. La nouvelle propriétaire qui a déjà 45 hectares après l'avoir rachetée, les fait expulser. Huissiers et flics sont là... ainsi que 150 manifestants pour soutenir la lutte des Levesque et exiger leur réintégration à la Veillerie.

L'EXODE rural, c'est-à-dire l'obligation pour un nombre toujours croissant de paysans de partir de chez eux et d'essayer de trouver du travail à la ville, voilà aussi la forme que revêt le chômage à la campagne.

On a souvent l'habitude d'entendre parler du « monde paysan », de l'« exploitation familiale », c'est un vocabulaire commode, dissimulant le fait qu'à la campagne, il existe aussi des classes. Petits et moyens paysans s'appauvrissent de plus en plus, alors que les gros, les « cumulards » augmentent leur fortune. Le litre de lait que l'ouvrier paiera entre 1,80 F et 2 F, sera acheté autour de 1 F au producteur. La différence, ce sont les trusts agro-alimentaire qui l'encaissent. Dans cette ruine de plus en plus rapide des classes de la paysannerie, les plus défavorisées, une banque, la Crédit agricole, la troisième banque mondiale, joue un rôle actif ; en particulier en n'accordant de prêts qu'aux paysans qu'elle juge « rentables » et en n'hésitant pas à faire expulser ceux qui après avoir trimé comme des esclaves n'arrivent pas à faire face aux échéances.

D'après les statistiques officielles, un tiers des paysans n'a même pas un revenu équivalent au SMIC. D'après les statistiques de la CEE, en Europe en 1975, il y avait 3,06 millions d'exploitations en 1977 il n'en restait plus que... 2,73 millions.

En France, la ruine des paysans dits « non rentables » est programmée dans les salons des ministères.

Ainsi, à la suite de la loi d'orientation de l'agriculture des années 1960, le nombre des exploitants agricoles est passé de 2,5 millions en 1955 à 1,3 million en 1975 : oui, c'est bien un million de familles qui ont été vidées de leurs fermes !

Et pour Giscard et compagnie, pour rendre l'agriculture française « compétitive », il y aurait encore 400 000 exploitations de trop !

N'en doutons pas, la nouvelle loi d'orientation qui est en train de se mijoter accroîtra encore plus l'exode rural.

Aussi lutter contre le chômage, revient-il à soutenir la lutte des petits et moyens producteurs de lait, de porcs, de bovins, et aussi celles par exemple des fermiers d'Orgères dans l'Orne et des paysans du Larzac pour que la terre reste à ceux qui la travaillent et que les travailleurs des campagnes puissent vivre de leur travail.

Le numéro de téléphone de l'Humanite rouge

205 51 10

Document

Les chômeurs de la région parisienne s'orientent résolument vers la lutte directe et vers les usines

Voici un article paru dans *La Vie ouvrière* du 20 mars 1931. On y voit la conception développée à l'époque par la CGTU ; la CGT unitaire se tenait sur de fermes positions de classe (les deux CGT devaient se réunifier en 1936).

Le 25 février, le mouvement des chômeurs a accusé dans la région parisienne toute une série de faiblesses dont il est heureusement en train de se débarrasser (...)

Depuis quelques jours, l'action des comités locaux s'oriente davantage vers les manifestations et toute une série de mesures d'action directe tout à fait efficaces. Citons, par exemple, l'action des chômeurs de Bezons, envahissant les tramways à l'heure de l'affluence ouvrière et manifestant ainsi en refusant de payer, pour la gratuité des transports.

La manifestation des chômeurs de Montreuil devant l'usine « des jouets de Paris », *marquant l'effort du front unique avec les non-chômeurs, témoigne aussi de la volonté de diriger vers les usines l'effort des sans-travail.*

Il convient aussi de citer les deux démonstrations très caractéristiques des chômeurs d'Aulnay qui, à plus de cent cinquante, ont envahi les locaux de la mairie, empêché le travail du personnel et manifesté ainsi leur volonté de lutte pour leurs revendications.

A Saint-Ouen également, les chômeurs ont, avec force et malgré la police, manifesté dans la mairie, pendant qu'à Alfortville, les sans-travail qui manifestaient dans la rue, se sont courageusement défendus contre les attaques de la police et ont continué leur manifestation.

(...) Le comité central (direction du syndicat CGT unitaire) — NDLR — vient, du reste, de prendre toute une série de décisions qui vont permettre, en même temps qu'une meilleure organisation des sans-travail, une lutte revendicative plus populaire, plus susceptible d'entraîner la grande masse des chômeurs.

Deux questions deviennent, en effet, d'actualité. D'une part, la lutte pour la gratuité des transports (...). Au moment où l'ensemble des usagers des chemins de fer vont être appelés à se dresser contre les menaces d'une augmentation des tarifs de 25 %, les chômeurs seront appelés à se joindre à eux pour arracher la gratuité des transports pour les sans-travail. D'autre part, quelques semaines à peine nous séparent du terme d'avril, donnant aux problèmes de l'exonération des loyers, toute sa valeur comme revendication immédiate.

L'action concertée des chômeurs avec la Fédération des locataires et ses sections devient une nécessité de plus en plus urgente (...).

H. RAYNAUD

Lutter contre les saisies

Les saisies, ça n'arrive pas qu'aux autres

LA lutte contre les saisies est une de celles où peut le mieux et le plus facilement se réaliser l'unité indispensable entre chômeurs et non-chômeurs.

Or, avec la baisse constante du pouvoir d'achat, ajouté au chômage en augmentation tout aussi constante, les saisies menacent et frappent de plus en plus souvent les familles de travailleurs.

Celles-ci en effet, ne peuvent plus payer impôts, loyers, charges (qui constituent facilement un deuxième loyer), traites diverses pour les achats de première nécessité tels que vêtements, meubles, etc.

Alors vient l'appareil répressif de l'Etat.

Alors vient l'huissier.

Accompagné d'un officier de police et d'un serrurier, il visite l'appartement, au besoin par effraction, durant l'absence des locataires, pour faire un relevé des meubles à saisir.

Alors, c'est la sinistre feuille bleue affichée sur la porte, dans l'escalier à la loge du gardien.

Cela se passe souvent avant les fêtes ou les vacances : l'Etat compte sur les petites économies qui peuvent être faites à ces moments-là !

La saisie, ça n'arrive pas qu'aux autres !

C'est arrivé par exemple à Martine, qui habite un quartier populaire de Nantes.

Et dans ce quartier, s'est constitué un « comité de soutien » où participent les organisations locales de nombreux partis PC, PS, UDB, OCF(ml), PCR(ml), notre parti, le PCML, syndicats (Commission femmes du SGEN-CFDT, CFDT-DDASS, travailleurs-sociaux du quartier, associations de quartier (CSCV), personnes à titre individuel.

Plusieurs dizaines de personnes, qui se sont réparties en plusieurs commissions, et qui ont agi, comme l'a précisé le comité lors d'une conférence de presse puisqu'il a obtenu un premier succès : « *Nous nous opposerons, par la force s'il le faut, à cette saisie* » ont déclaré ses représentants. « *Au-delà du cas partiel, nous voulons créer un rapport de force sur le quartier afin que tous les gens qui sont victimes de saisies ou menacées d'expulsions viennent s'exprimer, car bien souvent dans ces cas-là, les gens sont seuls.* »

Cela se fait à Nantes, cela se fait ailleurs.

On peut unir très largement contre les saisies. Les locataires organisés peuvent faire échec et s'ils se mobilisent rapidement, l'huissier trouve l'entrée des escaliers concernés barrée !

Dans de tels comités, chômeurs et non-chômeurs peuvent s'unir dans l'action, à la base.

Il existe aussi de nombreuses organisations, luttant sur le front du logement, telle la CNL (confédération nationale des locataires ; spécifiquement sur ce font), la CSCV (confédération syndicale du cadre de vie, anciennement APF), et CSF (confédération syndicale des familles), etc.

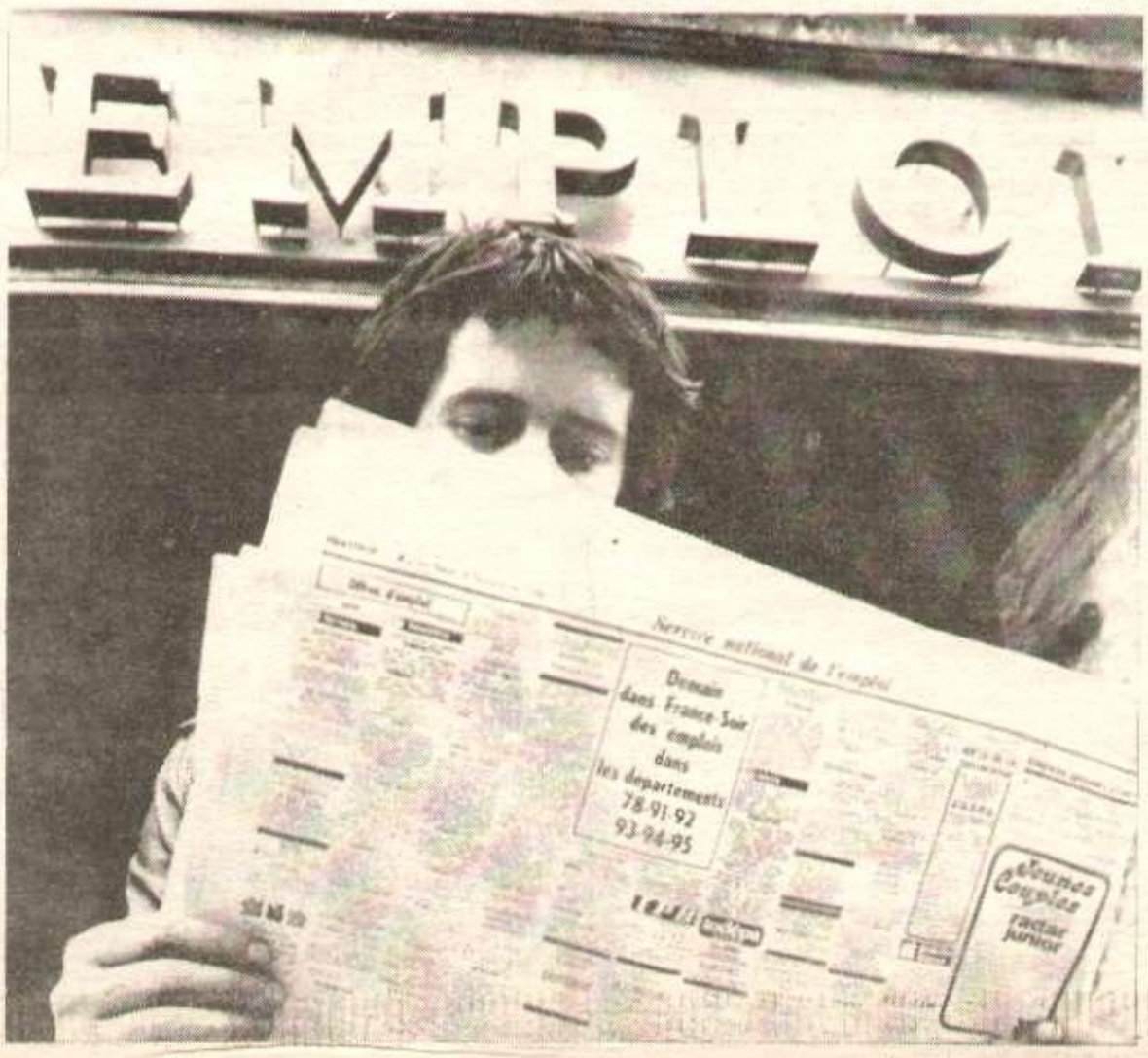
A Nice, les habitants d'une cité réunis pour faire échec aux expulseurs (photo correspondant HR).

Inséparable du capitalisme, le chômage

EN janvier dernier, au cours des Assises nationales du CNPF, un des vice-présidents de celui-ci, Ambroise Roux se félicitait des mesures prises par Stoléru à l'encontre des travailleurs immigrés. Dans le même temps, il demandait l'accentuation de l'action du pouvoir contre les immigrés qu'il désignait comme les responsables du chômage en France. Il réclamait le départ d'ici 1985 d'un million d'immigrés.

En désignant une partie de la classe ouvrière comme responsable du chômage, la bourgeoisie a recours à un vieux préjugé qui divise le peuple et la classe ouvrière elle-même. Autrefois les Juifs étaient les boucs-émissaires contre lesquels la bourgeoisie dévoyait le mécontentement populaire. En 1974, les pays producteurs de pétrole étaient accusés d'être les responsables de la crise économique. Aujourd'hui, ce sont les travailleurs immigrés qui sont visés, en particulier ceux qui viennent d'Afrique du Nord. A chaque crise économique, la bourgeoisie excite le racisme, la xénophobie, afin de camoufler ses propres responsabilités dans les souffrances du peuple, afin de conserver ses intérêts et son pouvoir.

Pour le chômage, qui est responsable, qui est victime ?



Pour savoir qui est responsable du chômage, il faut savoir pourquoi il y a du chômage :

Tout capitaliste possède un capital qui se décompose en deux parties : d'un côté, il y a les machines, les matières premières utilisées dans la production, les bâtiments d'usine, etc. Ce capital s'appelle le capital constant. L'autre partie du capital est constituée par la force de travail des hommes, c'est le capital variable.

Pour avoir le dessus dans la concurrence à laquelle ils se livrent et accrochent leurs profits, les capitalistes doivent sans cesse diminuer les coûts de la production, ils doivent extorquer aux ouvriers toujours plus de plus-value. Pour cela, ils doivent sans cesse acheter de nouvelles machines, adopter de nouvelles techniques, abandonner les vieilles machines et techniques dépassées. Sinon, ils seraient coulés par ceux qui ont les moyens de mener à bien cette modernisation. Dans ce processus, les capitalistes sont amenés à remplacer des ouvriers par des machines bien plus productives Ainsi donc, ces ouvriers se retrouvent au chômage.

Les capitalistes remplacent également les vieilles machines par de nouvelles. Ce mouvement de modernisation de la production de remplacement de l'homme par la machine est la cause du chômage. C'est un phénomène incessant comme le progrès technique et scientifique.

Il est l'une des causes essentielles du chômage. Au siècle dernier, les ouvriers qui ne comprenaient pas que le système capitaliste était responsable du chômage s'en prenaient aux machines qu'ils détruisaient. Or, le progrès scientifique et technique est en lui-même favorable à la libération des travailleurs. Il est positif. Mais avec le système capitaliste ce progrès est utilisé non pas pour cette libération mais pour accroître les profits des capitalistes et donc contre les ouvriers. Pour mettre un terme au chômage, ce qu'il faut abattre, ce n'est donc pas les machines mais la société bourgeoise.

LE ROLE DES FUSIONS ET RESTRUCTURATIONS

A côté du remplacement de l'ouvrier par la machine, il existe aussi le phénomène de concentration et de fusion. La concurrence provoque le contrôle ou la main-mise des grosses entreprises capitalistes sur les plus petites. Dans d'autres cas, des capitalistes peuvent se regrouper délibérément en une seule entreprise plus grosse afin de mieux faire face à la concurrence. Ces fusions ou concentrations, ces restructurations contribuent, elles aussi, à créer du chômage. Les secteurs où le taux de profit est le plus faible sont, abandonnés et les ouvriers licenciés.

L'EXEMPLE DES CHANTIERS NAVALS

La crise capitaliste actuelle suscite de telles restructurations, par exemple dans les chantiers navals. Face à la très forte concurrence étrangère, les chantiers français qui avaient multiplié leurs profits par quatre entre 1970 et 1975 les ont vus diminuer ensuite. Des mesures ont été décidées pour assurer au capital sa rentabilité maximum et accroître les profits. Pour cela les chantiers les moins modernes et les moins rentables ont été liquidés et des licenciements nombreux ont eu lieu.

Le 7e plan prévoyait 6 000 licenciements entre 1976 et 1980. D'autre part, le pouvoir décidait une restructuration des chantiers navals en deux grands groupes capables d'affronter la concurrence étrangère. Ces deux groupes peuvent en effet concentrer les moyens techniques dont ils disposent, les moderniser avec l'aide des finances de l'État et harmoniser leur production. Tout ceci évidemment s'accompagnant aussi de licenciements.

LA RUINE DES PAYSANS, DES ARTISANS

Le chômage est alimenté aussi par la ruine des capitalistes les plus petits, des artisans, des petits commerçants. Il l'est aussi et surtout par la ruine des paysans. A la campagne, la concentratinon des terres, la mécanisation de l'agriculture aboutit à ruiner un grand nombre de paysans qui deviennent des prolétaires, qui viennent dans les villes pour chercher un emploi. Ceci est une source importante de chômage.

LE CHOMAGE EST INHERENT AU CAPITALISME

Ainsi donc, il y a d'un côté diminution relative des besoins en force de travail, en main d'œuvre ouvrière et de l'autre une augmentation absolue du nombre d'ouvriers qui cherchent du travail. Voilà donc pourquoi le chômage existe et ne pourra être supprimé que par la destruction du système capitaliste qui l'engendre. Le responsable ce n'est donc pas telle ou telle catégorie d'ouvriers mais le capitalisme lui-même. Le chômage est inhérent au système capitaliste. Seule varie son importance. Dans les périodes de crise, il devient massif comme c'est aujourd'hui le cas.

LE CHOMAGE EST AVANTAGEUX POUR LES CAPITALISTES

Le chômage est avantageux pour les capitalistes. Cette « *armée industrielle de réserve* » dont parlait Marx permet aux patrons de faire pression sur les salaires et de les faire baisser. Le chômage en effet alimente la concurrence entre ouvriers. Les chômeurs sont conduits souvent pour pouvoir travailler à accepter des bas salaires. Plus le chômage se développe et plus cette pression sur les salaires s'accroît. En même temps qu'une attaque sur les salaires, le chômage permet aux capitalistes d'intensifier l'exploitation des travailleurs actifs. Ceux-ci doivent travailler à des cadences élevées. Les machines de plus en plus modernes en effet accroissent la productivité et l'ouvrier , même s'il travaille moins longtemps durant la journée, il produit plus et se fatigue plus.

UN MOYEN DE DIVISER LA CLASSE OUVRIERE

Enfin le chômage est un moyen de division entre les ouvriers. L'offensive gouvernementale contre les immigrés illustre bien comment les capitalistes utilisent la plaie du chômage pour diviser les ouvriers français et les travailleurs immigrés. Les immigrés comme les travailleurs français ne sont pas responsables du chômage mais en sont les *victimes*. Avec les jeunes et les femmes ils en sont mêmes les principales victimes. C'est pourqoui à la tentative de division de la classe ouvrière à laquelle se livre le pouvoir, nous devons répondre par la reconstruction de l'unité de la classe ouvrière contre les licenciements. C'est pourquoi nous devons travailler à la réalisation du mot d'ordre : « *Français, immigrés une seule classe ouvrière* ». C'est pourquoi nous devons soutenir les luttes de nos frères immigrés pour l'égalité des droits avec les Français, pour la liberté de circulation, pour des logements décents.

Henri MAZEREAU